



Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles
Canton de Domont

Service Technique
VB/ALJ
N° 2023 / 022

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : RENOUELEMENT D'UN RESEAU GAZ- 40 RUE DU MARCHAL JOFFRE A SAINT-PRIX – DU LUNDI 06 MARS AU DIMANCHE 26 MARS 2023

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal,
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT La demande formulée par l'entreprise TERGI chez SOGELINK 69 134 Dardilly cedex, concernant les travaux de renouvellement d'un réseau gaz au droit du 40 rue du Maréchal Joffre à Saint-Prix, pour le compte de la société GRDF représentée par M. SAMPAIO Anthony ;

CONSIDERANT Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement ;

ARRÊTE

- ARTICLE 1 -** Du lundi 06 mars au dimanche 26 mars 2023, l'entreprise TERGI, est autorisée à procéder aux travaux de renouvellement d'un réseau gaz au droit du 40 rue du Maréchal Joffre à Saint-Prix.
- ARTICLE 2 -** Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier. Les travaux seront effectués entre 9h00 et 16h00.
- ARTICLE 3 -** Pour des raisons de sécurité et en fonction des besoins des interventions, les restrictions suivantes seront imposées au droit du chantier :
 - ✓ La vitesse sera limitée à 30 km/h ou à l'allure du pas,
 - ✓ Le stationnement sera interdit sur les zones réservées à l'avance par l'entreprise,
 - ✓ Tout véhicule en infraction pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière,
 - ✓ La circulation sera maintenue et alternée manuellement par l'entreprise.
- ARTICLE 4 -** L'entreprise TERGI devra s'organiser pour permettre les accès libres à tout instant :
 - ✓ Aux services de police et moyens de secours
 - ✓ Aux riverains d'accéder à leurs propriétés
 - ✓ Aux divers passages de véhicules de collectes des déchets
- ARTICLE 5 -** Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

- ARTICLE 6 -** L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur. L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation règlementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.
- ARTICLE 7 -** Les fouilles sous trottoir et sous chaussée seront balisées et refermées le soir. Après travaux le trottoir et la chaussée devront être nettoyés et remis en état à l'identique. Les reprises en enrobé se feront en pleine largeur du trottoir jusqu'à la bordure. Les couleurs des enrobés seront respectées.
- ARTICLE 8 -** Après travaux, les rues impactées seront remises en circulation normale. Les travaux de réfections définitives seront à réaliser en accord avec les services techniques de la commune.
- ARTICLE 9 -** En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.
- ARTICLE 10 -** Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, 4 jours ouvrés à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichées sur place conjointement au présent arrêté.
- ARTICLE 11 -** Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.
- ARTICLE 12 -** La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.
- ARTICLE 13 -** Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.
- ARTICLE 14 -** Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.
- ARTICLE 15 -** Le présent arrêté sera notifié à GRDF et TERGI;

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont,
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix,
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude, Les Calèches de Versailles, IDEO Environnement.

Saint-Prix, le 13 février 2023

Céline VILLECOURT



Maire de Saint Prix,
Vice-Présidente du Conseil Départemental

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le